



côtoie au quotidien des personnes vivant dans la précarité à Rivière-Noire. Le constat, dit-il, est accablant : « Si la région se développe à grande vitesse, elles, les personnes vulnérables, elles, s'enlisent dans la misère et l'insalubrité. »

Ces familles, poursuit-il, vivent dans des bicoques en tôle entassées sur un petit lopin de terre. Situation qui, selon lui, génère tout un lot de problèmes : promiscuité, fléaux sociaux, chômage et irresponsabilité parentale, parmi tant d'autres. « Dans certaines localités, quatre générations se partagent un lopin de terre de pas plus de cinq perches. Dans ce périmètre, quelque 25 personnes vivent dans des cases en tôle entourant la maison principale d'origine faite d'amiante », explique Steeve Lebrasse.

Il martèle que cette situation dure depuis 50 ans car il n'y a pas eu de projets de logements sociaux initiés par les gouvernements successifs. « L'État ne dispose pas de terres dans la région. Donc pas de projet de la National Housing Development Company ou de la National Empowerment Foundation. Et la situation empire. Depuis 17 ans, l'ONG Pont du Tamarinier lutte pour trouver un logement à ces familles. Son travail ardu a permis le relogement de quelque 50 familles », affirme Steeve Lebrasse.

Il insiste que l'indisponibilité des terres de l'État n'est pas une



Il n'y a pas d'excuse pour ne pas créer des logements sociaux

excuse pour ne pas construire des logements sociaux. « Il existe des terres, mais il s'agit de terrains privés appartenant à des particuliers. Nous recommandons que les promoteurs de projets hôteliers contribuent à des fonds qui serviront à l'acquisition de terrains. Cela permettrait à l'État de construire des maisons dans la région », suggère-t-il.

Faut-il que l'État change sa façon d'opérer ? À cette question, Steeve Lebrasse répond par l'affirmative. Ce changement est même primordial, selon lui. Il souligne que le but de la mobilisation du 17 octobre est de pousser les décideurs politiques à réellement s'engager dans le

combat contre la pauvreté. Et de faire la différence en respectant leurs promesses électorales.

S'il y a bien une qui souhaite respecter ses engagements, c'est la plateforme KRN, créée en 2014. Elle a pour mission d'améliorer les conditions de vie des habitants de l'Ouest. Steeve Lebrasse tient toutefois à préciser que rien n'est donné sur un plateau. « Les bénéficiaires doivent être des acteurs de leur propre développement. Travailleurs sociaux et ONG ont un rôle d'accompagnateur à jouer. Les associations adoptent une approche différente auprès des démunis pour les responsabiliser davantage. »

Le président de KRN se dit conscient qu'offrir un toit à une famille pauvre n'est pas une fin en soi. « Un accompagnement social est de mise. Mais nous sommes convaincus que donner un toit aux personnes vulnérables peut les remotiver, leur redonner espoir et leur redonner goût à la vie », conclut-il.